

L'appel à l'épargne publique : un outil de gestion du déficit budgétaire

Page 5

# POTENTIEL HEBDO



Agenda des affaires

N°0019 du jeudi 27 mars 2014

10 000 exemplaires

JOURNAL DE PROMOTION ECONOMIQUE, SOCIALE ET COMMERCIALE

300 F CFA

## Conseil d'administration de l'IHEM

Dans ce numéro :

**POLITIQUE**

Page 2



Samba Panza à Libreville

**ECONOMIE**

Page 2



Journée mondiale de l'eau

**SOCIAL**

Page 2



Journée internationale du rein

**CULTURE**

Page 3



Journée internationale de la francophonie

**SPORT**

Page 3



Le noble art gabonais à l'honneur à Yaoundé



Quart de finale de la league des champions : des duels prometteurs



Page 4

M. Constant OYONO EBANG OBAME, président les travaux du Conseil d'administration de l'Institut des Hautes Etudes de Management (IHEM) : "Notre objectif est de soutenir l'action de l'Etat dans le domaine de la formation."

### AVIS DE RECRUTEMENT

#### CEMAC Consulting

Pour les besoins de son fonctionnement, le Cabinet d'Expertise en Management et Communication recrute **1 Conseil juridique** dynamique et performant. Niveau requis: Master de Droit des affaires. Tél: (+241) 04 54 34 73

#### POTENTIEL Hebdo

POTENTIEL Hebdo recrute **2 Journalistes** chevronnés. Niveau requis: Licence pro Information et Communication et Master Economie. Tél: (+241) 04 41 83 49

#### AFRICA BTP Engineering

La société AFRICA BTP Engineering recrute **1 Conducteur des travaux** pour les besoins de ses chantiers. Niveau requis: Licence pro Génie civil. Tél: (+241) 03 41 99 75

#### IHEM

L'Institut des Hautes Etudes de Management (IHEM) recrute pour les besoins de son activité : **1 Directeur Administratif et Financier** de niveau Master 2 Gestion administrative, Finance Comptabilité ou GRH, **1 Assistant Comptable** de niveau Licence pro Comptabilité, Finance, Banque ou Assurance, **1 Assistant de communication** de niveau Licence pro Information et Communication, **1 Assistant de logistique** de niveau Licence pro Logistique, **1 Surveillant général** et **3 surveillants généraux adjoints** de niveau Licence pro, **1 Secrétaire de direction** de niveau BTS, **2 Secrétaires reprographes** de niveau CFP4, **1 Agent de liaison** ayant un permis B & C, **2 Techniciennes des surfaces** et **3 vigiles**. Tél: +241 07 96 32 92/ 06 06 88 34/ 04 60 79 36

#### LPE

Le Lycée Privé de l'Excellence (LPE) recrute **1 Secrétaire** de niveau BTS et **1 Surveillant** de niveau Licence pro pour les besoins de son activité. Tél: (+241) 03 41 99 75

#### CSBD

Le Complexe Scolaire Bourgeois Dauphines, pour les besoins de son fonctionnement, recrute **3 Instituteurs (trices)** de niveau BAC+2, **2 Educatrices préscolaires** de niveau BEPC+1, **1 Technicienne des surfaces** de niveau BEPC et **2 vigiles** de nuit. Tél: (+241) 04 54 34 73

#### SONID

La société Nationale d'Import-export et de Distribution (SONID) recrute **1 Agent commercial** de niveau Licence pro Marketing & Techniques commerciales. Tél: (+241) 03 41 99 75

HEURES D'OUVERTURE :

Matinée : 8h 00 - 13h 00 / Après midi : 14h 00 - 17h 00 Fermeture de dépôt des annonces le mardi après-midi auprès du service commercial sis derrière les eaux et forêts entrée face Promo Gabon. Tél. : 04 41 83 49

ACTUALITE

# Samba Panza à Libreville

POLITIQUE

La présidente par intérim de la République centrafricaine, Catherine Samba Panza a récemment effectué une visite de 48 heures en terre gabonaise. Pendant cette visite, elle a eu un tête à tête avec son homologue gabonais Ali Bongo Ondimba avec lequel elle a échangé sur de nombreuses questions en rapport avec la situation sécuritaire toujours préoccupante dans son pays.



Tête à tête entre le président Ali Bongo et son homologue centrafricaine Samba Panza

Depuis plusieurs mois, la République centrafricaine traverse une phase difficile de son histoire. Pillages, meurtres, viols et autres violations des droits de l'homme constituent le quotidien de la population. Et ce, malgré l'important dispositif militaire déployé dans ce pays par la France à travers la mission SANGARIS et par l'Union Africaine à travers la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique (MISCA). Cette insécurité qui prévaut dans la capitale Bangui et à l'intérieur du pays a plongé ce pays dans une catastrophe humanitaire sans précé-

dent. Selon une ONG présente à Bangui il y aurait un important exode des populations qui craignent pour leur sécurité.

Parmi les questions abordées par les deux Chefs d'Etat, il y avait également celles relatives aux stratégies de relance de l'administration et de l'économie de ce pays. Ali Bongo a rassuré son homologue

centrafricain de son soutien et de celui du peuple gabonais tout entier. « Nous serons toujours là aux cotés de nos frères » a déclaré le Chef de l'exécutif gabonais. Pour mémoire, le Gabon s'est toujours pleinement impliqué dans la résolution des conflits dans la sous-région d'Afrique centrale et plus précisément en République centrafricaine où feu Président Omar Bongo Ondimba avait souvent pris une part active aux discussions visant à ramener la paix et la sérénité dans ce pays. Le dialogue politique inclusif inter-centrafricain dont il était le principal artisan en 2008 montre à bien des égards l'engagement dont le Gabon a toujours fait montre pour la paix sociale et l'unité du peuple centrafricain. Notons qu'avant sa visite à Libreville, Catherine Samba Panza a rencontré d'autres Chefs d'Etat de la CEMAC tel que le Président Denis Sassou Nguesso du Congo Brazzaville dont le pays dispose d'un important contingent militaire en RCA.

Steve MOUNGUENGUI

Les divers de la semaine

DE NOUVEAUX HEURTS ENTRE ÉTUDIANTS DE L'UOB ET FORCES DE L'ORDRE



Le 17 mars 2014, des heurts ont éclaté entre des étudiants de l'université Omar Bongo de Libreville réclamant le paiement de leurs bourses d'études, et des forces de l'ordre. Les étudiants visiblement en colère suite au non paiement de leurs bourses du mois de janvier, se sont dispersés sur le boulevard triomphal (quartier proche de l'UOB) renversant des poubelles, incendiant une épave de voiture et dressant des barricades sur la voie publique, empêchant la circulation pendant près de 2 heures.

UN ENFANT RETROUVÉ ENTERRÉ DANS UN BOSQUET À OWENDO



Vision d'horreur, vendredi après midi, au village kota, un quartier de la commune d'Owendo, au sud de Libreville. Un enfant de sexe féminin, âgé entre un et trois mois, a été enseveli dans un bosquet situé à quelques 100 mètres des habitations. La macabre découverte a été faite par cinq agents de la brigade de gendarmerie de Setrag qui recherchaient un homme de 74 ans porté disparu depuis un mois. En ratissant la zone, les enquêteurs ont été intrigués par une monticule de terre ocre recouverte de cailloux. En labourant la terre, il ont finalement découvert le corps d'un bébé sans vie dans un couffin. Une enquête a été ouverte pour déterminer les responsabilités.

La rédaction

ECONOMIE

# La journée mondiale de l'eau



L'eau, ressource importante pour l'humanité

La communauté internationale a célébré le 22 mars dernier la journée mondiale de l'eau avec pour thème « Eau et Energie ». Proposée dans l'Agenda 21 au cours du sommet de Rio en 1992 et adoptée le 22 février 1993, cette journée invite l'ensemble des habitants de la planète à gérer de façon rationnelle

cette ressource importante qu'est l'eau. Le thème retenu cette année pour célébrer cette journée est très évocateur au regard du lien qui existe entre l'eau et l'énergie.

En effet, plusieurs pays dans le monde utilisent l'énergie hydroélectrique, c'est-à-dire l'énergie produite à partir des barrages d'eau pour s'alimenter en électricité. De même, environ 8% de l'énergie globale générée est utilisée pour le pompage, le traitement et le transport de l'eau pour les usagers selon l'Organisation des Nations Unies. C'est dire qu'il y a une très forte interdépendance entre l'eau et l'énergie. En choisissant comme thème « l'Eau et l'Energie », l'ONU veut encourager les gouvernants à œuvrer pour que l'accès à l'eau et l'énergie ne soit plus un mythe comme c'est le cas dans de nombreux pays d'Afrique,

d'Asie, d'Amérique du sud et dans certains pays d'Europe de l'Est. Les nations unies invitent par le truchement de cette journée, ceux qui gouvernent à travailler pour le développement de politiques interministérielles et intersectorielles en vue d'assurer sécurité énergétique et utilisation durable de l'eau dans le cadre d'une économie verte.

Selon l'ONU, la demande en eau douce et en énergie continuera d'augmenter considérablement au cours des prochaines décennies. Cette hausse fera peser sur les ressources, une pression énorme dans toutes les régions du monde, et en particulier pour les économies émergentes et dans les pays en développement. Aussi, les gouvernants gagneraient à mettre en place des politiques efficaces pour que ce bien précieux qu'est l'or bleu ne fasse plus l'objet de gaspillage.

Steve MOUNGUENGUI

SOCIAL

# Journée internationale du rein

La communauté internationale a célébré le 13 mars dernier, la journée internationale du rein. Partout dans le monde, c'était l'occasion de sensibiliser les populations sur les dangers que représentent ces maladies qui prennent des proportions inquiétantes et deviennent une véritable question de santé publique puisque six cent millions de personnes en souffrent à travers le monde et ce chiffre pourrait augmenter de dix sept pour cent au cours de la prochaine décennie selon certains spécialistes de la question.

De fait, les maladies rénales sont causées dans la plupart des cas, par l'hypertension artérielle, le diabète, la consommation abusive d'anti-inflammatoire ainsi que par d'autres maladies métaboliques telles que la goutte sans oublier le paludisme et les infections diverses. Toutes ces pathologies empêchent au rein d'épurer les toxines de notre organisme et d'assurer la fonction de



Le 13 mars 2014, la communauté internationale valorise le rein

régulateur qu'il joue dans notre organisme. Or, lorsque le rein cesse de fonctionner, les conséquences peuvent être très graves pour le malade. Car, cela peut par exemple entraîner une accumulation du potassium dans le rein qui entraîne le plus souvent la mort du sujet atteint. Le dysfonctionnement du rein

peut également entraîner un déficit de calcium qui aurait des effets néfastes sur les os parce que c'est le calcium qui les solidifie. Au Gabon, les maladies rénales touchent toutes les franges de la population et des personnes de tout âge. « Nous avons des jeunes de 17ans qui subissent des dialyses » nous a confié un médecin en service au Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL). C'est dire que les maladies rénales n'épargnent personne et modifient profondément le mode de vie des personnes atteintes car elles doivent subir par semaine au minimum, trois séances de dialyse d'une durée de quatre heures chacune. Et cela implique un coût financier important. Au Gabon, la séance de dialyse varie de 140000 à 250000 par séance. Toutefois il convient de louer les efforts du gouvernement qui prend totalement en charge le malade détenteur d'une carte émanant de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS.)

Steve MOUNGUENGUI

Le saviez-vous?

- 1 personne sur 8 manque d'eau dans le monde
- Sept personnes meurent chaque minute de l'eau insalubre
- 1 habitant des Etats-Unis utilise en moyenne 300 à 400 litres d'eau par jour, un Européen 120 à 150 litres et un Africain des contrées subsahariennes 20 à 30 litres.
- 1,3 milliards de personnes n'ont pas d'électricité dans le monde

La rédaction

EDITORIAL

Les maladies rénales se posent avec acuité dans notre société. La plus dangereuse d'entre elles est certainement l'insuffisance rénale chronique qui est un déclin lent et progressif de la fonction rénale. Or, nous savons que dans notre organisme, les fonctions des reins sont entre autres de filtrer le sang et de produire l'urine pour éliminer les déchets du corps et d'empêcher l'accumulation de toxines dans le courant sanguin, de produire des hormones qui agissent sur d'autres fonctions du corps, comme la régulation de la pression artérielle et la production de globules rouges sanguins, de régir la concentration des éléments minéraux ou électrolytes comme le sodium, le calcium et le potassium ainsi que la quantité de liquide dans l'organisme.

Au regard de ce qui précède, il apparaît très clairement que les reins occupent une place centrale dans le fonctionnement du corps humain. Pourtant, bon nombre de personnes semblent l'ignorer puisqu'on constate avec désarroi que plusieurs de nos concitoyens s'exposent chaque jour aux maladies rénales. Seulement, cette attitude passive face aux maladies

MALADIES RENALES ET PREVENTIONS

d'une telle envergure peut avoir des effets très néfastes pour un pays, à plusieurs niveaux. Car, il est impossible d'avoir de bonnes performances sur le plan économique avec une population malade dans la mesure où ce sont les hommes qui font l'économie d'un pays. C'est d'ailleurs dans cette perspective que s'inscrivait l'économiste Jean Bodin lorsqu'il affirmait : « Il n'y a de richesse que d'homme ». En d'autres termes, sans le capital humain il est impossible de créer et de produire de la richesse dans un pays. De plus, en ayant une population importante qui souffre des maladies rénales, les répercussions pourraient être très négatives sur le plan social au regard de l'important coût financier que cela implique surtout en Afrique où l'hémodialyse qui est un traitement médical qui permet d'éliminer les déchets toxiques du sang en faisant passer celui-ci par un filtre coûte extrêmement cher pour des populations qui vivent le plus souvent en dessous du seuil de pauvreté.

Ainsi, la journée mondiale du rein qui vient d'être célébrée, doit amener les uns et les autres à prendre conscience des dangers que représentent ces maladies surtout dans un contexte socio-économique difficile comme le nôtre en se faisant dépister lorsque se présentent des symptômes liés à ces maladies.

Steve Joseph MOUNGUENGUI  
Journaliste

ACTUALITE

Journée internationale de la francophonie

CULTURE

220 millions de francophones célèbrent aujourd'hui la journée mondiale de la francophonie. Dans une vingtaine d'années, ils pourraient être plus de 700 millions dont 85% en Afrique. Le français a donc de beaux jours devant lui.

Créée pour commémorer la création de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique lors de la conférence de Niamey en 1970 (ancêtre de l'Organisation Internationale de la Francophonie), la Journée Internationale de la Francophonie se déroule le 20 mars de chaque année depuis 1998. L'OIF, à l'origine de la manifestation, regroupe aujourd'hui 77 pays dont 20 observateurs, ayant tous en commun l'usage du français qu'ils célèbrent chaque année à travers des milliers d'événements et manifestations culturelles dans le monde.

En 2014, cette journée a pour



20 mars 2014, la francophonie à l'honneur

thème "Place aux talents", un appel à la jeunesse francophone sur qui repose l'avenir du français. Une manière aussi d'aller à l'encontre de ceux qui pensent que la langue française n'est plus en phase avec son époque. Pour certains, la langue française serait à reléguer au rang de vieilleries démodées, incapable de trouver sa place dans un village global où l'anglais apparaît comme la

seule issue. D'autres à l'inverse, estiment que c'est l'anglicisation du français, les emprunts abusifs à la langue de Shakespeare qui sont la cause du déclin de celle de Molière. Pourtant, les institutions chargées de la défense et de la promotion du français redoublent d'efforts pour permettre à la langue française de s'adapter aux réalités nouvelles et combattre cette idée reçue d'une langue ringardisée. Toutes ces initiatives témoignent de la volonté des autorités de faire vivre et évoluer le français. Chaque année, des dizaines de mots intègrent nos dictionnaires.

Le 20 mars 2014 fut aussi l'occasion pour le secrétaire général de la francophonie Abdou Diouf de faire son habituel discours, dans lequel il prône la richesse et l'importance de la diversité culturelle et l'linguistique, ainsi que la défense des valeurs chères à la francophonie.

Dimitri AMVENE

SPORT

Le noble art gabonais à l'honneur à Yaoundé

Le Gabon a fait bonne prestation en ramenant 9 médailles sur 10 lors du championnat d'Afrique de boxe de la zone 3 qui a pris fin samedi 8 mars à Yaoundé au Cameroun. Ce qui augure d'une bonne préparation pour la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de cette discipline.

Les boxeurs gabonais qui se sont mesurés à leurs homologues des pays de la zone 3 lors du dernier championnat d'Afrique organisé au Cameroun, ont une fois de plus confirmé la bonne santé du noble art au Gabon en ramenant dans leur gibecière 9 médailles dont 2 en or, 6 en argent et une en bronze.

En effet, Junior Mikama (69 kg),



Deux boxeurs gabonais en pleine démonstration de leur talent

ancien champion d'Afrique 2006 et Reaggen Miyenikoué (52kg) n'ont ménagé aucun effort pour remporter les deux médailles d'or gabonaises. Finalistes malheureux, Marcus Edou Ngoua (45kg), Franck Mombe

(56kg), Wilfried Mapangou (64kg), Vivien Obame (75kg), Davy Lendjougou, poids lourd (91kg), se sont contentés de médailles d'argent, alors que Christ Mikala que tout le monde attendait sur la plus haute marche du podium a terminé la compétition avec une médaille de bronze. Une moisson qui confirme les objectifs de la Fédération gabonaise de boxe décidée à s'affirmer sur le plan continental. Le Gabon, champion en titre de la zone 3, a participé à cette compétition en étant crédité de pronostics favorables. Les objectifs ont été atteints malgré leur préparation trop juste, mais mieux ne pouvait être fait si ce n'est qu'encourager nos jeunes boxeurs à aller plus loin.

Dimitri AMVENE

Quart de finale de la Ligue des champions : des duels prometteurs

Les rencontres qui vont se disputer dans le cadre des quarts de finale de la ligue européenne des champions promettent d'être âpres au regard des résultats du tirage au sort qui a eu lieu vendredi 21 mars dernier à Nyon en Suisse.

En effet, ce sont huit grandes formations d'Europe qui vont s'affronter. Le Champion en titre et grandissime favori de cette compétition, le Bayern Munich croisera le fer avec Manchester United. Les coéquipiers de Franck Ribéry tenteront de confirmer tout le bien qu'on dit d'eux au regard de la saison époustouflante qu'ils réalisent. Se fondant sur un collectif homogène les bavarois ont vaincu tous les obstacles qui se sont présentés à eux cette saison et se positionnent encore une fois comme des prétendants sérieux à la coupe aux grandes oreilles. Quant à Manchester



2013 a été une année magnifique pour le Bayern Munich qui a remporté la Ligue des champions

United il tiendra dans cette confrontation un rôle d'outsider. Orphelin de leur manager emblématique Sir Alex Ferguson, les mancuriens produisent un football peu reluisant cette saison et ne sont plus en lice dans aucune compétition en dehors de la ligue des champions. C'est dire qu'il

ne reste au Club mancurien que la Ligue des Champions pour sauver sa saison.

A ce même stade de la compétition, le Paris Saint-Germain recevra au Parc des Princes le 3 avril, la formation de Chelsea. Les parisiens vont tenter de vaincre l'ogre

londonien qui est actuellement le leader du championnat anglais. Pour cela, ils s'appuient sur leurs principaux atouts offensifs que sont prometteurs le suédois Zlatan Ibrahimovic et l'international uruguayen Edison Cavani. Mais les protégés de Laurent Blanc auront fort à faire devant cette équipe de Chelsea amenée par un certain José Mourinho qui n'a jamais perdu de match à ce stade de la compétition et qui dispose d'un effectif qui allie expérience et jeunesse.

Autre rencontre alléchante, le derby espagnol qui va mettre aux prises l'Atlético de Madrid et le FC Barcelone. Cette rencontre s'annonce ardue pour le club catalan car le club de Madrid voudra confirmer la bonne saison qu'il fait avec un Diégo Costa en pleine forme. Le Réal de Madrid quant à lui tentera de se défaire du Borussia Dortmund qui ne fait pas une saison exceptionnelle.

Steve MOUNGUENGUI

FOCUS

# Conseil d'administration de l'IHEM

Le deuxième Conseil d'Administration de l'Institut des Hautes Etudes de Management s'est tenu le lundi 24 mars 2014 au campus C de ladite institution. L'Ordre du jour adopté par les administrateurs portait sur 5 points, à savoir :

- Présentation et adoption du rapport des assises du 2<sup>ème</sup> Conseil scientifique et pédagogique de l'institut ;
- Présentation et adoption du projet de signature d'un accord de coopération avec l'université de Douala ;
- Adoption des décisions portant désignation des dirigeants, et circuit des signatures à l'institut ;
- Présentation et adoption des rapports des services ;
- Divers.

Sur le premier point, le professeur Symphorien ENGONE MVE, en sa qualité de Directeur Général Délégué et Président du Conseil scientifique et pédagogique s'est appesanti sur trois aspects fondamentaux liés au fonctionnement de l'Institut à savoir que les enseignements de l'IHEM devaient désormais s'arrimer au système LMD dès l'année académique 2014 - 2015. La nouvelle liste générale des enseignements option par option et niveau par niveau a été adoptée à cet effet.

Aussi, pour une amélioration de l'offre de formation, ne pourront enseigner à l'IHEM que les enseignants ayant au minimum un 3<sup>ème</sup> cycle d'université pour honorer par ailleurs nos engagements auprès de nos différents partenaires dont l'université de Douala, la Rouen Business School (France), l'IESEG School of Management de Lille (France) et l'Université de Québec à Montréal (UQAM) a rappelé le professeur.

Abordant le 2<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour, monsieur MAÏSSA John, chef du service des enseignements et des examens, chargé des partenariats a présenté le projet de signature de l'accord de coopération avec l'université de Douala. Sur ce point, le contrat que devrait signer l'IHEM dans les prochains jours avec l'université de Douala a été étudié et adopté au vu des exigences de notre partenaire.

S'agissant de la question sur les décisions qui marquait le troisième point de l'ordre du jour, l'Administrateur Directeur Général de l'IHEM, s'est focalisé sur :

- La suppression du BTS dès l'année prochaine pour valoriser le DUT de l'Institut ;
- L'accès à l'IHEM pour les non bacheliers qui sera conditionné désormais par un examen appelé Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires (DAEU) ;
- La création de deux services : (Logistique et Discipline et, Communication et Marketing, chargé de la presse) pour renforcer l'organigramme de l'Institut ;
- Le circuit des signatures à l'IHEM qui demeure le même ;
- Les frais de scolarité qui restent sans changement pour l'année prochaine ;
- Les relevés de notes de tronc commun LP3 & Master qui seront désormais remis aux étudiants distinctement des relevés de tronc de spécialité ;
- La contribution de chaque étudiant au fonctionnement de la junior entreprise à compter de l'année prochaine ;
- La caravane scolaire qui sera organisée dès le mois d'avril 2014 ;
- L'attribution aux 500 premiers inscrits à l'IHEM d'un ordinateur portable.

Le quatrième point concernait la présentation des rapports des services. Les différents responsables nous en ont fait l'économie.

Dans les divers, madame Estrelli OKOME, responsable du service de la comptabilité et du personnel, a soulevé le problème du recouvrement des frais de scolarité auprès de certains étudiants.

Après des échanges chaleureux et fructueux, l'Administrateur Directeur Général a clôturé les travaux en félicitant et en louant les efforts des participants et de tout le personnel pour leur disponibilité sans faille.



Une vue du bâtiment du Campus C de l'IHEM ayant abrité les travaux du Conseil d'administration



M. Constant OYONO EBANG président des travaux du Conseil



Pr Symphorien ENGONE MVE, Président du Conseil scientifique lors de son intervention.



Une vue des Chefs de service de l'Institut des hautes Etudes de Management



Une vue des Assistants en pleine réflexion



Le professeur Symphorien ENGONE MVE prenant la parole lors de sa contribution



Une attention soutenue des participants aux travaux



M. Constant OYONO EBANG présentant le dépliant modifié de l'IHEM



Une vue de tous les participants aux travaux du Conseil d'administration.



Les membres du Conseil posant pour la postérité après les travaux. De gauche à droite : MM. Ulrich KANDOUM KAMWA, John Harrison MAÏSSA, Estrelli OKOME EYA, Sonia NDAMANA, Constant OYONO EBANG, Symphorien ENGONE MVE, Bettina Malina ASSASSA, Andress ANGUEZOME MBA, Roukya Sabrina NTSAME MBA, Steve Joseph MOUNGUENGUI et Josiane MANGUENDJI



M. Constant OYONO EBANG et les membres du Conseil lors du déjeuner de clôture



La presse n'était pas en reste. Ici, lors du déjeuner de clôture

Reportage de Dimitri AMVENE et Sonia NDAMANA





DOSSIERS ET REPÈRES

ECONOMIE

# La CEMAC, vingt ans après

Le 16 mars dernier, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) a célébré, sans fanfare ni trompette, les vingt ans de son existence. En effet, créée pour prendre le relais de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC), le traité instituant la CEMAC a été signé le 16 mars 1994 à Ndjamena (Tchad) et est entré en vigueur en juin 1999. La CEMAC qui regroupe l'Union monétaire de l'Afrique centrale (UMAC) et l'Union économique de l'Afrique centrale (UEAC), est une organisation internationale regroupant six pays d'Afrique centrale (Congo Brazzaville, Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, Tchad). Son siège qui était établi à Bangui, vient d'être transféré à Libreville pour cause d'insécurité dans la capitale centrafricaine.

MISSIONS DE LA CEMAC

La CEMAC a pour mission :

- d'établir une union de plus en plus étroite entre les peuples des Etats membres pour raffermir leur solidarité géographique et humaine;
- de promouvoir les marchés nationaux par l'élimination des entraves au commerce intercommunautaire, la coordination des programmes de développement, l'harmonisation des projets industriels ;
- de développer la solidarité des pays membres au profit des pays et régions défavorisés ;
- de créer un véritable marché commun africain.

Vingt ans après la signature à Ndjamena le 16 mars 1994 du traité instituant la CEMAC, le bilan du processus d'intégration en Afrique centrale est mitigé. Se pose en effet un problème d'adéquation entre les objectifs, les systèmes organisationnels et fonctionnels, les moyens des communautés économiques de l'Afrique centrale (CEEAC, CEMAC) et les exigences de la mondialisation imposées aux Etats de la sous-région. Au-delà de ce bilan économique mitigé, il faut s'interroger sur la nature des relations entre les Etats membres de la CEMAC, pour expliquer l'échec de l'intégration dans cet espace communautaire.

FACTEURS DE L'INTEGRATION

Deux facteurs majeurs motivent les intégrations régionales dans les pays en développement. Il s'agit, d'une part, du développement des pôles de croissance, notamment par la mise en place du système d'industrialisation par substitution aux importations; d'autre part de l'accroissement du pouvoir de négociation politique et économique sur le plan international.

Ces deux facteurs doivent correspondre aux trois conceptions de l'intégration :

- la conception libérale (l'intégration par le marché), qui peut être associée à la libéralisation des échanges et aux jeux des avantages comparatifs dans le but de réduire les distorsions des politiques nationales et de déplacer les frontières en se rapprochant du marché international;
- La conception volontariste (l'intégration planifiée par les Etats) qui suppose une protection, une planification, une coalition des mécanismes de péréquation et qui conduit à la création d'institutions régionales;
- la conception organisationnelle (l'intégration suscitée par les règles, les acteurs et les modes de coordination), qui est le processus mis en place par les acteurs. Il suppose un pilotage permanent.

Si tant est que l'objectif fondamental de toute intégration est la croissance et la prospérité

économique, nous pouvons affirmer que le bilan des intégrations en Afrique centrale semble être jusque-là un échec.

LIMITES DE L'INTEGRATION

Déjà, l'appartenance des Etats de l'Afrique centrale à plusieurs organisations d'intégration et de coopération est en partie responsable des difficultés techniques, de l'inefficacité et de la stagnation du processus d'intégration à cause de la dispersion d'une énergie diplomatique, économique et humaine déjà disponible en faible quantité. [Awoumou, 2003].

Ensuite, les relations entre les Etats membres de la CEMAC ne sont pas de nature à garantir une intégration régionale harmonieuse, durable et efficace. Dans les Relations Internationales, les rapports de voisinage entre Etats peuvent être harmonieux ou conflictuels. Il en est ainsi du voisinage entre les Etats de la CEMAC qui, dans son fonctionnement, connaît deux types de barrières. Il s'agit des barrières institutionnelles et celle liée à l'instabilité politique.

Pour ce qui est des barrières institutionnelles, il y a une contradiction entre, d'une part l'exigence pour les Etats naissants d'acquiescer leur souveraineté politique et économique avec tous ses attributs et, d'autre part, la logique régionale qui suppose d'abandonner une part de cette souveraineté avant même qu'elle ne soit véritablement conquise.

La souveraineté est fondée sur le mythe de l'autosuffisance nationale des besoins vivriers. Cette conception rend difficile l'acceptation d'une dépendance à l'égard des pays voisins alors que la dépendance à l'égard du nord, legs de la colonisation, reste en revanche acceptable.

Quant à la barrière liée à l'instabilité politique, et dans le cadre de la libéralisation des échanges, les Etats doivent pouvoir créer un environnement harmonieux et propice pour attirer les investissements étrangers. Mais l'instabilité politique à travers un déficit démocratique criard, observée en Afrique centrale, entraîne une méfiance des investisseurs privés provoquant une diminution des Investissements Directs Etrangers (IDE), annulant par ce fait l'attrait de la zone.

QUESTIONS DE LEADERSHIP

Par ailleurs, il y a le problème de leadership en zone CEMAC qui fonctionne en couple entre ses Etats membres. La question de leadership dans la CEMAC découle du constat de la faillite du couple Cameroun-Gabon à se positionner durablement comme le moteur de la zone. Le Gabon qui a toujours affiché ses prétentions au leadership disposait d'un avantage comparatif sur l'échiquier diplomatique et qui était inhérent à l'entregent du Président Omar BONGO, à la prospérité pétrolière et surtout à son rôle de relais de l'influence de la France en Afrique.

Cependant, le Gabon semble désormais disqualifié notamment par le fait qu'il adhère partiellement au projet d'intégration régionale ; il préfère plutôt la coopération et toute son action diplomatique en la matière vise à s'assurer que les processus en cours au sein de la sous-région n'iront pas au-delà de la phase de coopération. D'où, par exemple, les entraves posées à tort ou à raison, à l'égard des initiatives communautaires, tels que la libre circulation des personnes, le droit d'établissement, et le financement de la CEMAC. La tactique du Gabon, jusqu'en 2009, a consisté à s'associer au Congo où l'on note en effet des similarités ethniques très profondes dans les zones frontalières entre les deux pays. Les principaux

groupes ethniques dont il est question ici sont : les Kota, Mbédé, Nzébi, Punu, Téké et Vili. De plus, le Gabon a été une périphérie ou une province historique du Congo. Les entités sociopolitiques du Gabon ont été soit vassales soit énormément influencées par celles du Congo dont les deux principales ont été celles des Téké et du Loango.

Entre le Gabon et le Congo, il s'agissait d'une entente séculaire renforcée par des liens personnels et une coopération bilatérale conviviale. Les relations interethniques et interterritoriales entre le Congo et le Gabon, durant la période précoloniale, laissent transparaître un principe d'interpénétration et une symbiose que l'on n'a pas observée dans le cas du couple Cameroun-Gabon, que Paul BIYA et Ali BONGO tentent de normaliser depuis 2009.

Le rôle de leadership du Gabon est désormais discuté par la Guinée Equatoriale sur le plan économique de la sous-région. En effet, au lendemain de la découverte des gisements pétroliers sur son territoire et actuellement détenant près de 40% des réserves de la communauté au Trésor français, cet Etat crée un certain nombre de bouleversements au sein de la CEMAC en se mettant à la tête des réformes opérées au sein de cette communauté sollicitées en 2005. A ce sujet, il faut dire que nombre de projets intégrateurs dans la CEMAC n'aboutissent pas à cause de ce phénomène. Au lieu de repenser la manière dont la communauté devra décoller, la réflexion est portée plutôt sur la manière dont tel ou tel autre Etat envisage d'être leader de la sous-région. Dans cette perspective, il est à remarquer une véritable querelle autour de la problématique du leadership au sein de la CEMAC. Même le Tchad, auréolé par ses succès aux côtés de la France dans la guerre au Mali, se positionne aussi comme leader sous régional dans le domaine militaire. Mais, ni la Guinée Equatoriale, ni le Tchad ne sont pas qualifiés pour assumer une telle responsabilité devant un géant comme le Cameroun si jamais il décidait de s'impliquer véritablement dans les problèmes de la sous-région.

Le Cameroun peut se permettre de s'imposer comme le « leader naturel et légitime » de la CEMAC. Il représente environ 50% de la population, du PIB et de la masse monétaire en circulation dans la sous-région. Pôle universitaire, agricole et industriel de la CEMAC, il est le seul pays de la zone à avoir entamé une véritable multinationalisation de ses entreprises. Seul pays limitrophe de tous les cinq autres de la CEMAC, le Cameroun se targue d'être le point central de plusieurs politiques communautaires et a démontré sa capacité à mener une initiative concurrente à un projet régional (Douala Stock Exchange). Néanmoins, dans le but de paraître hégémonique et en raison des charges induites par le rôle de leader, le Cameroun devrait se trouver un allié. Le Tchad semble le pays le plus disposé à un tel partenariat. Tout comme Yaoundé, N'Djamena adhère à l'intégration et a démontré sa volonté à s'engager dans la sous-région (envoi de troupes dans les zones chaudes de la région).

Le Cameroun et le Tchad peuvent former une alliance par une coopération bilatérale dynamique. Ce couple repose sur un engagement politique appuyé par des liens historiques, juridiques, sociologiques et un facteur géostratégique. Le Tchad est un pays enclavé. Sa porte-océane la plus viable est le Cameroun. De plus, le Cameroun et le Tchad sont les deux pays les plus peuplés de la CEMAC (environ 25 millions sur les 29 de la CEMAC) et ont la plus forte densité (20 hab. /km<sup>2</sup>). Les chiffres ci-dessus nous montrent que la première force du Cameroun au sein de la zone CEMAC provient de sa population. La population du Came-

roun représentait en effet en 2002 environ 48% de la population totale de la CEMAC alors que sa superficie ne représente que 16% environ de la superficie totale de la CEMAC. La deuxième puissance régionale sur ce plan étant le Tchad.

DEFIS DE L'HEURE

La CEMAC, il est vrai, n'en finit pas d'être un grand malade sous régional qui voit son pronostic vital engagé avec la crise centrafricaine qui s'est ajoutée à d'autres pathologies identifiées par l'hebdomadaire Jeune Afrique (n°2774, mars 2014, pp. 33-37) comme la guerre civile à Brazzaville en 1992 et surtout en 1997, les relents xénophobes à Malabo et à Libreville sur fond d'extrême inégalité dans la répartition des richesses (le PIB par tête va de 439 dollars en Centrafrique à 32 500 dollars en Guinée équatoriale !), scandale à la Banque des Etats de l'Afrique centrale, gabegie à la présidence de la commission : ces deux décennies n'auront pas été un long fleuve tranquille. Mais rien n'aura été plus déstabilisateur pour l'esprit communautaire que la crise centrafricaine et son cortège d'épuration religieuse mais aussi, quoi qu'on en dise, ethnique, puisque l'une et l'autre de ces deux caractéristiques se recourent presque exactement.

Les Chefs d'Etat de la CEMAC ont réagi une fois de plus sur fond de divergence face à cette crise majeure et le constat n'est guère positif. Si leur rôle était de défendre l'un des leurs - en l'occurrence François Bozizé - face à une rébellion, c'est un échec, puisque les contingents de la Fomac (Force multinationale de l'Afrique centrale) présents en Centrafrique au début de l'année 2013 ont laissé entrer la Séléka dans Bangui sans s'y opposer. S'il s'agissait d'imposer une solution politique de remplacement, ce n'est également pas une réussite.

Lorsque, sur forte incitation française, les Chefs d'Etat décident de relever de ses fonctions présidentielles, leur nouveau protégé Michel Djotodia, le président congolais, Denis Sassou Nguesso, apparaît comme le principal maître du jeu. Non seulement il a assuré seul la paie des fonctionnaires centrafricains jusqu'en octobre 2013 et maintient un contingent sur place ainsi qu'un représentant spécial, mais c'est l'un de ses généraux, Jean-Marie Michel Mokoko, qui, depuis la fin de l'année 2013, dirige la Misca, successeur en version Union africaine de la Fomac.

La prééminence de Sassou Nguesso sur le dossier centrafricain résulte surtout du relatif retrait de son homologue tchadien Idriss Déby Itno, qui, tout en demeurant à terme un élément incontournable de toute solution, apparaît comme une partie du problème et pâtit du détestable tour confessionnel et communautaire pris par la crise centrafricaine. Une nouvelle forme de rivalité se fait jour entre Denis Sassou Nguesso et Idriss Déby Itno: le congolais s'est très vite alarmé des violences commises par la Séléka à l'encontre des chrétiens alors que le Tchadien a été frappé de plein fouet par le retour tragique de milliers de réfugiés musulmans sur son territoire.

Toutefois, dans une CEMAC moribonde, Sassou et Déby sont les seuls Chefs d'Etat à s'investir réellement dans la recherche d'une hypothétique solution à la crise centrafricaine, les trois autres chefs d'Etat de la région privilégiant le repli sur leurs intérêts nationaux. Le corollaire d'une telle attitude pourrait conduire à la partition de la RCA. La faiblesse politique des relations internationales dans la CEMAC n'est-il pas de nature à favoriser le processus de son absorption par la CEEA avec des Etats puissants comme l'Angola et la République démocratique du Congo?

Dr Jonathan NTOUTOUME NGOME, Maître Assistant des universités

MARCHES FINANCIERS ET BOURSISERS

Devises		Matières 1 <sup>ères</sup>		Bourses			Opportunités
1 USD	492,723 FCFA		Coût de l'échange	CAC 40	4276.34	26/03/14	→ 1.000 entreprises ont été créées en Côte-d'Ivoire au cours du premier trimestre 2014.
1 EUR	655,896 FCFA	Or	1357.20 \$/t	DOW JONES	16276.68	25/03/14	
1 MAD	58.36 FCFA	Argent	21.09/USD/once				→ Ecobank Cameroun a réalisé un bénéfice de 4 milliards de Fcfa en 2013. Soit une hausse de 140% par rapport à 2012.
1 GBP	810,795 FCFA	Café	2.06/USD/livre				
100 CHF	55461,8 FCFA	Cacao	3006 USD/t	Baril de pétrole	Prix	Date	
100 ZAR	4414,54 FCFA			BRENT	106.53	26/03/14	
1 CAD	438,781 FCFA						

